

Le libertaire

Rédaction :
Administration : Jean Girardin,
72, rue des Prairies, Paris (20°)
Chèque postal : Jean Girardin 1191-98

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE		ETRANGER	
Un an	22 fr.	Un an	30 fr.
Six mois	11 »	Six mois	15 »
Trois mois	5 50	Trois mois	7 50

Cheque postal : Jean Girardin 1191-98.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LES BATAILLES OUVRIÈRES

Avec le Nord !

Les grèves qui, depuis plusieurs semaines, mettent en opposition flagrante la classe ouvrière et le patronat du Nord, sont très significatives. Elles démontrent que si le prolétariat ne réagit pas immédiatement, une mentalité va s'implanter en notre pays qui conduira sûrement la même qui conduisit Mussolini à la présidence du Conseil en Italie.

Qu'on ne s'y trompe pas : la résistance qu'opposent Ley et ses acolytes aux revendications légitimes des ouvriers est une démonstration de la volonté combattive des potentats de l'industrie et de la haute-banque qui sont bien décidés à opposer une digue solide au flot des aspirations des travailleurs.

Certes, les industriels du Nord ont été habiles. Ayant préparé leur voie par la presse des archevêques et de Coty, ils espéraient que les ouvriers tomberaient dans le panneau qui les entraînerait à aider leurs exploiters dans la lutte contre les Assurances sociales.

Nous avons dit ce que nous pensions de cette loi — mais nous nous refusons catégoriquement à faire le jeu des patrons dans cette aventure.

La loi sur les Assurances sociales n'a été qu'un prétexte fourni par le Gouvernement aux industriels pour essayer de mater les organisations syndicales.

La manœuvre des négriers du Nord est par trop visible pour que nous conservions un seul scrupule à inviter les ouvriers à ne pas se laisser prendre au piège.

En effet, que disent les patrons du Nord ?

Tout simplement ceci : « L'Etat va retenir sur vos salaires un pourcentage pour payer vos cotisations aux Assurances sociales. Or, l'Etat, de par la loi, nous oblige à vous retenir cette cotisation lors de votre paye. En même temps, nous sommes obligés de verser à la caisse d'Assurances la même somme que celle que nous vous prélevons. »

Vous nous objectez que, si nous exécutons le texte de loi, nous allons rogner votre gain de cette cotisation et que, votre salaire suffisant à peine à vous faire vivre, vous serez dans l'impossibilité de continuer à travailler dans des conditions semblables. Donc, vous nous demandez de bien vouloir augmenter votre salaire d'une somme équivalente à celle que nous vous retiendrons au nom de l'Etat pour vos Assurances sociales.

Nous sommes nous-mêmes grevés de la même cotisation que vous. C'est donc une nouvelle charge que nous aurons à supporter — et vous comprendrez aisément que nous ne puissions pas encore doubler cette charge en prenant votre cotisation à notre actif. »

Jusqu'ici, cela aurait pu peut-être se défendre (encore que la controverse pût être animée) — mais où les industriels du Nord y allaient un peu fort, c'est lorsqu'ils ajoutaient ceci :

« Mais, néanmoins, nous sommes reconnaissants envers nos bons travailleurs. Ceux qui auront, un an durant, œuvré dans nos ateliers, recevront une prime de fidélité qui les dédommagera entièrement de leur cotisation aux Assurances sociales. »

Autrement dit : Ceux qui auront su être suffisamment dociles pour pouvoir travailler un an dans la même maison auront droit à l'os que l'on donne au bon toutou qui ne mord jamais sa mère.

Car, le plus important de cette clause, c'est qu'il fallait avoir travaillé un an sans interruption de travail pour avoir droit à la « prime de fidélité ».

Y avait-il grève et y participiez-vous ? Pfff ! Adieu à la prime !

Y avait-il chômage — et faisiez-vous partie du contingent de ceux que le patronat licenciait instantanément ? — Bonsoir à la prime !

Les ouvriers du Nord répondirent : « Ou ce que vous nous proposez comme prime à la fidélité n'est qu'un engagement de notre part à accepter toutes vos conditions de travail — ou c'est que vous voulez donner une amorce au pauvre diable assez dérisoirement payé

pour que vous sachiez que sa cotisation aux Assurances allait rendre très difficile l'équilibre de son budget.

De toute façon, nous n'en voulons pas ! Nous voulons avoir le droit de vivre en travaillant, et nous revendiquons une augmentation de salaires adéquate au coût de la vie. »

Le patronat du Nord poussa les hauts cris. Il déclara qu'il lui était impossible de satisfaire la demande de ses ouvriers sans aller à la faillite.

C'était donc bien démontrer que dans son idée la prime à la fidélité ne devait être attribuée qu'à une infime minorité !

Les ouvriers du Nord sont en grève. C'est pour le principe de la dignité ouvrière qu'ils luttent. Ils veulent ne pas être réduits, en travaillant, à la munificence du patron. Ils prétendent que leur travail doit être suffisamment rémunéré pour ne pas vivre d'expédients ou du bon-vouloir patronal.

Les esclavagistes, eux, entendent s'accorder le droit de vivre qu'à ceux qui seront assez dociles pour supporter sans mot dire leurs volontés.

C'est assez dire que, de tout notre cœur, nous sommes sans restriction aucune du côté des esclaves qui s'insurgent.

Nous pouvons, certes, regretter que la lutte ait été accaparée par la politique.

Il n'empêche que nos frères de misère du Nord qui ont entamé une dure bataille contre les esclavagistes peuvent compter sur notre solidarité effective.

Aux côtés des grévistes du Nord, contre tous ceux qui, pour des buts inavouables, entretiennent la bataille. Avec l'espoir que cette grève incitera les esclaves à entreprendre une autre forme de lutte... qui aboutira à des réalisations plus importantes qu'une simple augmentation de salaires.

Lire en deuxième page :

Les incertitudes de la science économique,

par J. GOUJON

Triste spectacle,

par J. BASTIEN

L'ANARCHISTE

Par définition même, l'anarchiste est l'homme libre, celui qui n'a point de maître. Les idées qu'il professe sont bien siennes par le raisonnement ; sa volonté, née de la compréhension des choses, se concentre vers un but clairement défini ; ses actes sont la réalisation directe de son dessein personnel. A côté de tous ceux qui répètent dévotement les paroles d'autrui ou les redites traditionnelles, qui assoupissent leur être au caprice d'un individu puissant ou, ce qui est plus grave encore, aux oscillations de la foule, lui seul est un homme : lui seul a conscience de sa valeur en face de toutes ces choses molles et sans consistance qui n'ont pas de leur propre vie.

Mais cet anarchiste qui s'est débarrassé moralement de la domination d'autrui et qui ne s'accoutume jamais à aucune des oppressions matérielles que des usurpateurs font peser sur lui, cet homme n'est pas encore son maître aussi longtemps qu'il ne s'est pas émancipé de ses passions irraisonnées. Il lui faut se connaître, se dégager de son propre caprice, de ses impulsions violentes, de toutes ses survivances d'animal préhistorique, non pour tuer ses instincts, mais pour les accorder harmonieusement avec l'ensemble de sa conduite. Libéré des autres hommes, il doit l'être également de soi-même.

Si l'anarchiste arrive à se connaître par cela même, il connaît son milieu, hommes et choses. L'observation et l'expérience lui auront montré que par elles-mêmes toutes sa ferme compréhension de la vie, toute sa fière volonté resteront impuissantes s'il ne les associe pas à d'autres compréhensions, à d'autres volontés. Seul, il serait facilement écrasé, mais, devenu force, il se groupe avec d'autres forces constituant une société d'union parfaite, puisque tous sont liés par la communion d'idées, la sympathie et le bon vouloir. En ce nouveau corps social, tous les camarades sont autant d'égaux donnant mutuellement le même respect et les mêmes témoignages de solidarité. Ils sont frères désormais et les mille révoltes des isolés se transforment en une revendication collective, qui tôt ou tard nous donnera la société nouvelle, l'Harmonie.

ELISEE RECLUS.

Pour Berneri QU'ALLONS-NOUS FAIRE ?

Nous devions donner cette semaine une longue étude concernant notre camarade Berneri et indiquer sa triste situation de proscrit. Ce sera pour la semaine prochaine ; des renseignements et des documents qui nous étaient indispensables pour ce travail nous étant parvenus trop tard.

Pour ce qui est de sa récente expulsion de France, nous n'avons rien de nouveau à annoncer. Cette arbitraire mesure n'a pas été rapportée et nous craignons bien qu'elle ne le soit que lorsque nous aurons été capables, par notre action, de susciter un fort mouvement d'opinion publique en faveur de cette victime de la police internationale.

Que tous, alors, se mettent à l'ouvrage dès maintenant pour que cessent les lamentables tribulations de Berneri.

Le Comité du Droit d'Asile.

PROPOS D'UN PARIA

On discute de plus en plus sur les assurances sociales. Les uns, et je suis de ceux-là, estiment qu'il n'y a rien de bon à attendre d'une loi, quelle qu'elle soit. Les lois sont faites par et pour la bourgeoisie. Celles qui ont une apparence de libéralisme ne sont que des attrape-nigauds ou, si vous aimez mieux — et ce qui est tout pareil — des attrape-électeurs.

En fait de loi sociale marquant, affirmant d'aucuns, un progrès sérieux, nous avons déjà la loi de huit heures. Découvrons-nous devant ce qu'il en reste, si nous avons encore le culte de la charogne. Combien sont-ils de travailleurs conscients travaillant dans des entreprises capitalistes, bien entendu, qui se refusent à travailler de huit heures ?

Notez bien que je ne blâme personne. La vie a ses dures nécessités. Il faut travailler aux conditions imposées par le patronat ou crever. Il y a bien une autre solution qui peut, mieux que les assurances sociales, nous assurer du pain noir pour nos vieux jours, mais cela, c'est une autre histoire...

Le premier résultat tangible de cette fameuse loi des assurances sociales a été la diminution des salaires de la plupart des exploités. Et ce n'est pas déjà si drôle que cela en cette époque de vie toujours plus chère. Mais cela n'a, paraît-il, aucune importance. On paye bien ses impôts, directs et indirects, et si l'on contractait une assurance, il faudrait bien en payer les annuités. Bénissons donc l'Etat-providence qui se charge de tout et nous assurera, moyennant une faible retenue, des soins médicaux, des secours et une retraite appréciable.

Car, on touchera, c'est sûr, c'est certain, puisque c'est écrit dans la loi.

L'espoir de toucher emplit les cœurs des pauvres bougres qui jamais n'avaient pu supposer qu'ils seraient plus tard de quasi-rentiers.

Que des électeurs, quel que soit le parti qui les emploie, puissent nourrir des illusions, c'est compréhensible, car c'est tellement humain.

Mais que des révolutionnaires, mieux des anarchistes s'engagent en défenseurs d'une loi, cela restera, à moi qui ait perdu l'habitude de m'étonner de quoi que ce soit, un ample sujet de méditation.

Car, s'il y a de bonnes lois, il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas de bons parlementaires pour les voter et, par conséquent, il est nécessaire qu'il existe de braves et clairvoyants électeurs pour envoyer au Palais-Bourbon tous ces amis du peuple.

Voilà qui met les antiparlementaires, partisans de la loi, dans une singulière position.

Je ne discute pas les termes de la loi. Je veux même bien admettre tous les avantages qu'elle comporte. Mais c'est justement à cause de ces avantages « futurs » que je me méfie.

Nous aurons d'ailleurs tout loisir, dans quelques années, de revenir sur ce sujet. Souhaitons seulement que, d'ici là, il n'arrive rien qui puisse gêner son application si ardemment espérée par tant de « révolutionnaires » dont le réalisme n'est pas sans m'inspirer malgré tout de vives inquiétudes. — Pierre Mualdès.

P.-S. — Ne vivant pas encore, heureusement, sous le signe de la responsabilité collective, cet article n'engage que son auteur.

Je prévois que l'hiver prochain sera dur, très dur.

Je ne pense pas, bien entendu, à ces parasites qui, grâce à notre belle organisation sociale, ne manquent jamais de rien, bien que, printemps, été, automne et hiver, ils ne se livrent à aucun travail utile ; je ne pense pas, non plus, aux trop nombreux trafiquants et mercantis pour qui la détresse publique est une bonne fortune ; je pense à la multitude de ceux et de celles qui ne doivent leurs moyens d'existence qu'au travail salarié et qui appartiennent à cette fraction — de beaucoup la plus considérable — de l'humanité que, par un terme synthétique, on appelle « le prolétariat ».

C'est pour ceux-là que je prévois un hiver 1930-1931 exceptionnellement pénible. Cette prévision ne m'est pas personnelle ; elle est celle de tous les individus qui prêtent aux bruits d'aujourd'hui et de demain une oreille attentive.

Sans aucun doute, la vie du prolétaire n'est qu'une série presque ininterrompue de crises : période de surproduction, accompagnée d'un travail exténuant, suivie fatalement, dès que les stocks abondent et que le marché s'engorge, d'une crise de chômage ; sous-production amenant forcément un salaire supprimé ou diminué. Dans le désordre économique actuel, les périodes de travail excessif et de repos forcé alternent ; qui, pour le travailleur, se chiffrent invariablement par le surmenage ou la privation.

Mais, au cours de cette existence cahotique et folle, il y a des jours particulièrement douloureux et je pense que nous sommes à la veille d'une crise exceptionnellement aiguë.

Je suis persuadé que tous les lecteurs du *Libertaire*, et même tous les anarchistes partagent cette conviction.

Eh bien ! Qu'allons-nous faire ? Que vont faire les groupes de l'U. A. C. R. ? Que vont faire les groupes et camarades de l'A. F. A. ? Que vont faire les autres groupements, associations et compagnons ? Que vont faire nos amis dans les syndicats auxquels ils appartiennent ?

J'entends bien que les uns et les autres vont, comme chaque année, à l'entrée de l'hiver, reprendre la propagande que la saison estivale a pour effet d'amener au ralenti et j'espère bien que les circonstances devant être plus que jamais favorables à l'expansion de notre mouvement, tous redoubleront d'ardeur.

Il est impossible qu'il en soit autrement, et j'aime à croire que, les uns et les autres, tous, sans exception, nous allons rivaliser de zèle et d'énergie.

Ceux qui savent écrire écriront ; ceux qui savent parler parleront ; ceux qui savent agir agiront ; cela va de soi.

On organisera des réunions, on ira exposer le point de vue anarchiste dans les réunions organisées par les adversaires ; on distribuera des tracts de circonstance ; on provoquera des mouvements de rue et on participera à toutes les démonstrations sur la voie publique qui n'auront ni but ni caractère spécifiquement politique ; cela va encore de soi.

Mais cela est insuffisant. Nous serions bien coupables et presque indignes de la mission que tout militant anarchiste s'est volontairement assignée, si nous ne parvenions pas à tirer exceptionnellement parti d'une situation exceptionnellement propice à la diffusion des idées qui nous sont chères et par lesquelles nous nous distinguons et séparons de tous.

Je pose donc la question : Qu'allons-nous faire, qui soit spécial, nouveau, adéquat aux exigences du moment ?

Ne perdons pas de vue que la crise économique qui, déjà ouverte, ne tardera pas à devenir extrêmement périlleuse, et pour les profiteurs et pour les victimes du régime établi, peut entraîner les plus lourdes conséquences : à l'intérieur, l'installation au pouvoir de l'abominable Fascisme ; à l'extérieur, le déclenchement d'une guerre d'extermination.

Fascisme ou Guerre et, à plus forte raison, Fascisme et Guerre peseraient formidablement et pour un temps indéterminé, sur l'avenir de notre mouvement.

Voilà ce qu'il faut éviter à tout prix et avant tout.

Et, pour la troisième fois, je pose la question : Qu'allons-nous faire ?

Le difficile, ce n'est pas de poser une question, c'est d'y répondre.

Je ne me flatte pas d'apporter aujourd'hui même la réponse précise que comporte une telle question.

Je me borne à prier les camarades qui comprennent la gravité de la situation au seuil de laquelle nous nous trouvons, de mûrement y réfléchir, de proposer aux amis le programme de propagande et d'ac-

tion qui leur semblera le meilleur. Il appartiendra aux compagnons d'étudier les divers programmes soumis à leur appréciation.

L'esprit d'initiative de chacun se donnera libre cours et de cette diversité des propositions nous saurons bien extraire, en vue d'un effort commun, ce qu'il y aura de plus réalisable et de plus efficace.

(N'est-ce pas l'application scrupuleuse et féconde de la méthode libertaire ?)

De la sorte, nous arriverons à discerner ce qu'il y aura de mieux à faire, tant pour nous affirmer que pour combattre — et, si possible, aujourd'hui — la quadruple et terrifiante menace de la vie de plus en plus chère, du chômage de plus en plus étendu et prolongé, du Fascisme triomphant et de la Guerre maudite.

Il nous faudra, ensuite, en arriver aux mesures des plus aptes à la défensive et à l'offensive qui s'imposent à la veille de toute bataille importante.

Cette mise au point demandera quelque temps. Il importe donc de nous atteler immédiatement à cette besogne de préparation qui nous mettra, l'heure venue, en possession de tous nos moyens et il ne nous est pas défendu d'espérer que ceux-ci auront la force d'exercer sur le cours des événements qui sont proches une influence salutaire.

SEBASTIEN FAURE.

Les traités craquent

par EPSILON

« Jurons de ne pas laisser toucher aux traités ! » Ainsi s'exclamaient pathétiquement M. Raymond Poincaré, inaugurant, chose à quoi il excelle et pour laquelle il est éminemment qualifié, un de ces monuments aux morts de la guerre, destinés à perpétuer le souvenir des grandeurs de son règne.

Il en restait, paraît-il, encore à inaugurer.

Au reste, du train où vont les choses, il peut y avoir bientôt lieu d'en ériger une nouvelle série. Et il est bon que l'orateur spécialisé se tienne en forme.

Jurons-le à nos morts ! clamaient-il avec emphase. Ne nous indignons pas trop de l'abus fait de ces infortunés. Aussi bien leurs camarades survivants, l'acceptent. Tout un moins grand nombre, dans leurs organisations les plus officielles, les incapables de la tuerie, ceux qui auraient pu élever la plus vivante, la plus émouvante, la plus irréfutable des protestations contre toute menace de renouvellement de ce dont ils ont souffert, se sont fait souvent les collaborateurs des manœuvres nationalistes et politiciennes. Ils en ont été payés par de grandes phrases et quelques châtives allocations.

En Allemagne, M. Tréviran, ministre du Reich, réclame avec persistance la révision des traités de paix. Et cela émeut fort, non seulement nos propres nationalistes, mais encore, ces excellents « pacifistes » qui s'imaginaient que quelques boniments locarniens suffiraient à pallier à toutes difficultés internationales. Ces Allemands ne sont pas gentils, qui réclament encore, après tout ce que nous avons fait pour leur être agréables.

Que peut donner au juste cette question du « corridor polonais » qui excite le germanisme ? Que peuvent donner les multiples questions simultanément soulevées ? Des arrangements plus ou moins stables, ou une jolie petite guerre européenne ?

Dans cette situation d'une charmante incertitude, un fait ressort, c'est que ces traités de 1919, ces traités si chers à Poincaré, vont devenir difficiles à maintenir. Pour la simple raison que les combinaisons militaires et politiques, qui avaient permis de les établir n'existent plus. Dans l'éventualité d'un conflit franco-allemand, par exemple, il est douteux que l'Etat français puisse compter sur l'appui effectif de l'Angleterre, des Etats-Unis et de l'Italie. D'où une très grande difficulté à maintenir les résultats de la « victoire » si les Etats vaincus veulent sérieusement les remettre en cause. Et ces difficultés peuvent aboutir le plus facilement du monde à du tragique.

Chaque jour s'avère davantage l'instabilité de « l'ordre » créé en 1919 par les chefs des Etats alliés et associés. Et il deviendra de plus en plus difficile d'expliquer à quoi les sacrifices exigés des Français de 1914 à 1918 par les chefs républicains, socialistes, avec l'approbation de certains « intellectuels », ont servi ou auraient pu servir.

Et l'on commence à s'apercevoir que la « paix durable » n'est pas viable, cette « paix durable », pour l'obtention de laquelle on n'avait rien négligé pourtant : marmittage, bombardements aériens, blocus et tous autres moyens humanitaires employés « jusqu'au bout ».

Tout en fusillant ou en fourrant en pri-

son ceux qui se permettaient d'être d'un autre avis.

Les patriotes d'outre-Rhin et de quelques autres pays veulent à leur tour avoir leur revanche, pacifique ou autre, à la faveur de circonstances qu'ils estiment leur être devenue favorable.

Cela n'a rien d'étrange. Cela n'a non plus rien d'extrêmement rassurant.

Ce serait avoir une idée singulièrement haute de l'humanité que d'imaginer qu'il serait très difficile de déclencher une nouvelle grande guerre.

Si le souvenir de 1914-1918, si la conviction que de nouvelles hostilités seraient nécessairement encore plus atroces et meurtrières avaient ému nos contemporains pour qu'ils soient réellement décidés à ne plus s'y prêter, on en saurait, comme dit l'autre, quelque chose.

Nous assistons, au contraire, un peu partout à la recrudescence des tendances militaristes et nationalistes, comme à la défiance des partis dits internationalistes pour les organisateurs d'armées rouges et de défenses nationales en tous genres.

Ces questions de frontières dont on parle n'ont qu'un intérêt médiocre pour ceux qui pensent en hommes libres.

Que les gouvernements changent et re-changent les limites de leurs autorités respectives, qu'ils s'arrangent entre eux comme ils voudront et ils pourront, c'est leur affaire.

Mais ils peuvent aussi la régler autrement. Ils peuvent aussi, plus ou moins consciemment chercher dans la guerre une diversion à certaines difficultés.

Tels pays chiffreront ses chômeurs par millions. Tel autre se sent menacé par la crise économique mondiale.

Attention !

Combien sont-ils, les vrais internationalistes, combien sont-ils les hommes décidés à ne pas pactiser avec les barbaries qui menacent demain ?

Beaucoup moins que nous ne le voudrions, beaucoup moins qu'il n'en faudrait pour rendre ces menaces immédiatement vaines.

Mais si l'on songe à tous les facteurs d'abrutissement, d'imbécillisation que produisent notre époque, aux inouïes difficultés que rencontre toute pensée libre, à se manifester, il faut bien se résigner de les voir, malgré tout, pourtant si nombreux.

EPSILON.

Aux hasards du chemin

UN SYMBOLE

Certes, on n'a pas besoin d'exemples quotidiens pour savoir que notre régime est basé uniquement sur la protection des forts et des détenteurs de l'autorité contre toute tentative de vengeance ou de révolte des victimes contre leurs bourreaux.

Pourtant, je mets sous vos yeux une coupure de journal qui est hautement significative.

Voici ce qu'on pouvait lire dans les quotidiens du 17 août dernier :

Troyes, 16 août. — Le chef de service d'une infirmerie, Lucien Gendron, on le sait, a été trouvé à Meugny ligoté dans une cabane. Ses employés avaient ainsi voulu se venger des brimades qu'il leur faisait subir.

La gendarmerie de Méry-sur-Seine a entendu plusieurs employés, Serge Barre, Dauphin Chentre, Carlos Karmark, Chambillon, Gustave Gouet et son frère Marcel, qui ont reconnu avoir participé à l'agression. Tous ont déclaré avoir été victimes de sévices de leur chef. C'est ainsi que Barre, à deux reprises, avait été menacé à l'aide d'un rasoir.

La scène de violence a été reconstituée comme suit : lorsque Gendron fut entrainé dans un local isolé, Chambillon, muni d'une longue, lui ligota les mains. Alors ce fut à qui prendrait sa revanche. Tous les six le rouèrent de coups de poings et de talons, puis l'un d'eux, prenant un jet servant à doucher les chevaux, arrosa copieusement le prisonnier. Les six employés revinrent le soir et transportèrent leur prisonnier dans la cabane. Les violences recommencèrent. Gendron est soigné à l'hôpital de Troyes et le Parquet vient de décerner des mandats d'arrêt contre ses agresseurs.

Comment ! voici un type qui brutalisait les ouvriers qu'il avait sous ses ordres — ceux-ci, un beau jour, ayant considéré qu'ils en avaient assez d'être les fétes de tirs de ce vilain monsieur s'avisèrent de l'excellence de ce principe : « L'union fait la force » et rassemblant leur colère, infligèrent à ce peu reluisant spécimen d'humanité une correction que, ma foi, il avait bien méritée. — Et ce sont ceux qui, après tout, n'étaient qu'en état purement légal de légitime défense, qui sont mis sous les verrous.

Certes, ils auraient pu individuellement être plus courageux.

L'un d'eux aurait parfaitement pu être hypnotisé par l'achalandage d'un armurier et se procurer un « protecteur » efficace.

Ils ont préféré donner une leçon, suivie d'une bonne douche, à ce contremaître par trop nerveux.

Ils ont bien fait — et je trouve qu'ils n'ont pas été méchants, car à leur place, je m'y serais pris d'une autre manière... Mais leur arrestation est tout le symbole du régime.

Ici on arrête les esclaves qui se révoltent. Aux colonies, on les fusille.

Gageons que lorsque Gendron sortira de l'hôpital, on lui décernera la médaille des bons serviteurs — en même temps, bien entendu, qu'on condamnera de façon exemplaire ces bougres qui ne savent pas supporter les coups en silence.

Car il faut bien faire respecter l'ordre !

Aristobole.

BONNE METHODE

Dans un cinéma de quartier, un jour de la semaine dernière, un film d'actualités montrait des fêtes religieuses à Lourdes. Ce spectacle inepte s'allongea démesurément, alors que des choses offrant de l'intérêt n'avaient fait qu'apparaître sur l'écran, des coups de sifflet parurent spontanément de différents points de la salle.

Arrêt de la projection et le gérant vint bafouiller une protestation sans queue ni tête, mais le résultat fut atteint car, à la reprise, l'opérateur fit grâce de la suite.

Faits et Documents

Nous nous plaignons, avec raison d'ailleurs, de la vie chère. Toutefois, il vient de se passer à Perpignan un fait riche d'enseignement. Des commerçants qui avaient acheté en gros, dans cette ville, des légumes et des fruits, les revendirent à des prix excessifs. Sous menace, par la police, de l'expulsion des marchands, les prix baissèrent aussitôt : pour les pêches, de 12 à 7 francs ; raisins, de 6 à 4 fr. 50 ; tomates, de 1 franc à 0 fr. 60 ; pommes de terre, de 1 fr. 20 à 0 fr. 80.

Dans cette ville, la police s'en mêla parce que les marchandises vendues y avaient été achetées et que le prix d'achat en était connu. A Paris et dans les grands centres, ce n'est pas la même chose, car il est assez difficile de connaître avec exactitude les prix d'achats à la base. Toutefois, nous avons des éléments d'appréciation dont il serait sage de tenir compte : ce sont les prix de gros. Bien qu'ils soient excessifs trop souvent, il n'y a qu'à les majorer environ du tiers pour avoir le prix de la marchandise au détail. Tout prix supérieur est un prix surfaît. Le consommateur peut donc avoir une idée approximative de ce qu'il achète, car il trouve dans la plupart des journaux les prix de gros.

L'acheteur doit se défendre des marchands, qu'ils tiennent boutique ou vendent au marché : fausse pesée, prix surfaît, marchandise avariée, autant de moyens de commerce par lesquels, trop souvent, l'acheteur est roulé. De plus, en ces temps où tout est hors de prix, il conviendrait de pratiquer une grève intelligente : grève de durée variable de la viande, de certains fruits ou légumes, en un mot, des denrées trop chères, à tour de rôle. Quand les commerçants resteront avec leur marchandise pourrie, peut-être conviendront-ils qu'il y a quelque chose à changer dans les rapports actuels entre les commerçants et la clientèle. Les consommateurs pourraient se défendre plus efficacement encore s'ils se groupaient pour ordonner leur action.

Je rectifie rarement ; je le fais cette fois. Les deux points et les guillemets que se trouvent à la fin du premier et au commencement du deuxième alinéa indiquent que ce qui suit est de Tardieu. Il n'en est rien. Tardieu a répondu en faveur de la hausse des produits que nous dénonçons.

Le « Temps » reproduit, sans son numéro du 11 août, une partie d'un rapport publié par la Reichskohlenverband sur la situation houillère en 1929. Il résulte de ce document que la production de la houille, la lignite, le coke métallurgique, s'est accrue progressivement depuis plusieurs années. Parallèlement à cet accroissement de la production, les effectifs ouvriers sont en régression constante. Voici d'ailleurs les chiffres publiés par la Reichskohlenverband concernant les mouvements de la main-d'œuvre pour les six principaux pays producteurs de houille :

	1927	1928	1929
Allemagne	580.710	554.792	555.403
Grande-Bretagne	1.037.391	951.632	931.700
France (1)	324.015	301.900	285.422
Belgique	175.544	161.401	151.306
Pays-Bas	33.638	34.037	35.731
Etats-Unis	759.177	682.831	—

On voit là quelles peuvent être les conséquences de la rationalisation qui, dans la circonstance, se retourne contre le travailleur. La machine, progressivement, l'élimine en le forçant au chômage, alors que les salaires non-payés deviennent bénéfices nets une fois que l'on a opéré l'amortissement du matériel. Et, pendant qu'il y a des chômeurs, la durée du travail, dans les usines, est encore de huit heures et quelquefois plus dans certains pays.

Les journaux à la solde du gouvernement ne tarissent pas d'éloges sur la politique financière. Il nous souvient d'une déclaration de Béranger, il y a six ans, croyons-nous, alors rapporteur de la Commission des finances, qui parlait des dangers de l'inflation pour ses répercussions sur le coût de la vie, la masse des billets était de 30 milliards à peine.

Or, le dernier bilan de la Banque de France accuse au 1^{er} août une masse de billets de plus de 74 milliards. Il est à noter que la vie a doublé depuis six ans ; par contre, les salaires n'ont pas subi la même progression. A ce rythme, nous aurons dans trois ans 100 milliards de billets en circulation et la vie sera un bon tiers plus cher. Six cents francs par semaine permettront tout juste de manger des haricots et des pommes de terre...

Il y a actuellement dans le monde (2) 8.339 prêtres missionnaires de différentes nationalités. La France républicaine et laïque en a, à elle seule, plus du tiers, près de 3.000, alors que les Belges en ont 815, les Italiens 784, les Allemands 612, les Hollandais 606, les Espagnols 574.

Bien entendu, les journaux cléricaux regrettent que nous en ayons si peu, car leur chiffre a diminué de 50 % en cent ans. Il y a là, paraît-il, un danger que Poincaré à la Chambre, le 15 novembre 1928, traduisait ainsi : « Nos missions périclitent partout... sur tous les points du globe notre influence intellectuelle, notre langue, nos écoles sont menacées. » Chaque jour qui passe aggrave le danger... » Pour nous, le danger réside dans cette Internationale noire. Et ce n'est pas flatteur pour les descendants des sans-culottes de se voir représentés par des ensoutanés ; c'est à croire que les républicains, aujourd'hui, se recrutent dans les jésuites. Pour ce qui est de la représentation française à l'étranger, des médecins, des ingénieurs et des professeurs seraient plus qualifiés pour représenter une république.

BERNARD ANDRE.

(1) Sans la Sarre. Total pour les mines de houille et de lignite.
(2) Voir la *Lumière* du 16 août.

Pierre KROPOTKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie — Son Idéal

Nouvelle Edition

Prix : 4 fr. 25 — Franco : 4 fr. 50

Les incertitudes de la science économique

III. - CAPITAL, PROPRIETE FONCIERE, REVENUS, RENTE

Capitalisme commercial. — Effectué directement ou par intermédiaire, arbitraire ou exactement compensé par référence à un étalon de valeur, l'échange des produits jetés dans la circulation offre aux échangistes la possibilité de pourvoir plus aisément à des besoins plus variés. Favorisant donc plutôt la consommation, il ne crée par lui-même aucun excédent qui soit susceptible d'être mis en réserve sous forme d'outillage. L'acte de commerce élémentaire, celui qui n'est pas accompagné d'une transformation ou d'une appropriation des marchandises, n'est pas la source du capital qui ne peut être trouvée ailleurs que dans le prélèvement effectué sur le produit de l'effort humain ou sur celui des forces de la nature.

Mais, abstraction faite de l'emploi de la force brutale, le commerce a été le premier moyen employé pour l'accumulation et l'accaparement du capital. La révolte ou l'inertie apportait vite une entrave à l'exploitation directe de l'homme par l'homme et la rendait peu avantageuse. Ainsi que l'exprime Ostwald, « pour l'utiliser comme esclave, il fallait avant tout l'empêcher de s'enfuir (choses faciles, dans un milieu non surpeuplé), ce qui n'allait pas sans dépense d'énergie... »

Là où existent des rapports hostiles, il y a par cela même une perte considérable d'énergie. Par conséquent capitalisation lente et difficile. Le commerce va adoucir les rapports, faire accepter, rechercher même l'exploitation par l'exploité. Plus les objets ou denrées introduits dans la circulation seront rares et tentants, plus lointaine sera leur provenance, plus difficile leur fabrication, ou plus ignorés leurs modes de production, plus l'exploitation du client sera aisée.

Dans la société à structure patriarcale, lorsque deux propriétaires échangent les fruits de leurs domaines, chacun d'eux est à même d'apprécier exactement la valeur de ce qu'il cède et celle de ce qu'il acquiert. La compensation des écarts accidentels s'opère rapidement sur l'ensemble des transactions et l'accumulation des profits reste impossible. Dans l'économie agricole, l'enrichissement, nous le verrons, a une toute autre cause que les rares transactions.

Il en est encore de même sur le marché local de la cité du moyen âge. Les artisans, producteurs et vendeurs, travaillent sous les yeux les uns des autres, par suite l'équité des échanges a pour garantie la connaissance de la technique du partenaire, du prix des matières premières et du temps employé. Les bénéfices sont modiques et aléatoires. Aussi le bourgeois qui est parvenu à réaliser quelques économies s'empresse-t-il de les convertir en immeubles urbains qui lui assurent une rente, en une charge publique concédée à prix d'argent qui lui rapportera honneurs, puissance et profits et qu'il léguera à ses héritiers. D'ailleurs les règlements de la corporation lui interdisent le développement de son industrie, l'investissement de nouveaux capitaux dans son atelier.

Dès que le commerce s'étend à l'extérieur, la situation se modifie ; la spéculation devient possible. Le produit que le trafiquant acquiert au lieu de son établissement est, sans doute, évalué à son juste prix. Mais l'étranger auquel il est offert, dont la convoitise est habilement excitée en ignore la valeur réelle et donne en échange une valeur bien supérieure, dont l'intensité de son désir est la seule mesure. De retour dans sa cité, l'intermédiaire introduisant des denrées exotiques peut user des mêmes artifices pour tirer bon parti de sa pacotille. Sur chacun des deux échangistes qui ne se connaissent pas il a effectué un prélèvement qui va fructifier sous forme de capital.

Dans la société homérique, le commerce d'exportation est peu développé ; la base de la fortune est territoriale. Mais, dès le V^e siècle avant notre ère, outre le marché local, il y a dans d'importantes cités grecques de nombreuses transactions avec l'extérieur. Ces villes n'échangent pas seulement entre elles les productions de leur sol et de leur industrie, elles sont encore des places de transit entre Hellènes ou entre étrangers. Des particuliers se spécialisent dans le gros commerce qui permet des profits bien supérieurs à ceux qu'on peut attendre de l'agriculture ou de l'industrie urbaine peu développée. Les matières précieuses, métaux surtout, même avant le monnayage, s'accumulent dans les coffres du marchand et le trésor n'est pas laissé improductif. L'argent se prête à gros intérêts, de 10 à 48 % : contrats relatifs à l'armement et au fret, prêts à la grosse aventure ou prêts à la grosse.

« La monnaie n'est plus seulement un instrument d'échange direct entre vendeurs et acheteurs, elle fournit au négociant les moyens de mettre à la disposition du consommateur une plus grande quantité de denrées, venues parfois des contrées les plus lointaines. Les Athéniens disaient que les capitaux prêtés à intérêt étaient des capitaux actifs, qui travaillaient... Ces manèges, ces transmissions de la richesse mobilière, ce louage d'argent qu'est le prêt à intérêt sous des différents modes, tous ces emplois du numéraire métallique, qu'est-ce autre chose que les premières manifestations historiques du capitalisme. » (Toulain, *Economie antique*, passion).

Les bénéfices du négoce n'étaient pas seulement consommés comme moyens de jouissance. Ils servaient à l'extension du commerce et aussi à financer les industries naissantes, à leur recruter la main-d'œuvre, à les approvisionner en outils, matières premières, bois, textiles, métaux usuels.

Notons que les organes politiques, Etats, villes, lèvent déjà tribut sur les bénéfices commerciaux. Dès cette haute antiquité on voit des douanes, des octrois, des droits de mouillage dans les ports. La législation s'efforce d'empêcher les abus de la part de ceux qui trafiquent des denrées de première nécessité. Bientôt, dans l'Orient hellénisé par la conquête d'Alexandre, d'autres traits caractéristiques du grand commerce se dessinent : des sociétés commerciales se forment... lorsqu'il s'agit d'entreprises qui exigent

d'importants capitaux. Ici la loi de la concurrence se trouve tournée par la coalition des producteurs ou des vendeurs ; là, pour faire hausser le prix d'une denrée, le papyrus d'Egypte ou le baume de Judée, on en restreint la culture ; ailleurs encore se pratique un véritable accaparement qui fait d'un seul personnage le maître du marché, qui lui assure le monopole de la vente de telle ou telle marchandise.

La République Romaine essaie de mettre un frein aux spéculations commerciales. Une loi de 219 av. J.-C. interdit aux familles sénatoriales le grand commerce maritime, César renouvelle l'interdiction. Mais le résultat fut décevant. « Sans doute les grandes compagnies commerciales et financières, dont le rôle fut si considérable à la fin de la République, furent dirigées souvent par des membres de l'ordre équestre ; mais à un niveau moins élevé, la plupart des affaires en général et des entreprises maritimes en particulier se trouvaient entre les mains d'affranchis d'origine le plus souvent hellénique ou orientale. On vit alors se créer dans la société romaine, en face de la noblesse sénatoriale, une classe d'hommes puissamment riches, qui devaient leur opulence au commerce, au maniement des grandes affaires, véritable oligarchie financière qui pèse d'un poids très lourd sur toute l'économie romaine jusqu'à l'établissement de l'empire. » L'esclavage prenait sa revanche en conquérant le pouvoir économique. Pourtant si le monde était retourné, il n'était pas transformé.

(A suivre.)

G. GOUJON.

LA DICTATURE MUSSOLINIEUNE A L'ETRANGER

POLICES ETRANGERES AU SERVICE DU FASCISME ITALIEN

Il y a quelques semaines le *Matin* (El Matin) de Barcelone recevait la nouvelle d'un proselit antifasciste italien, Vittorio Imperiali, se trouvant à Barcelone, naturellement dépourvu de passeport, avait été arrêté et — par l'intervention de l'influence fasciste — avait été retenu jusqu'à l'arrivée d'un navire italien, où on l'avait embarqué de force pour qu'il fût livré à la « Justice » italienne. Le journal catholique, après avoir relevé l'infamie de cet acte, invoquait une enquête qui put sauver la dignité des traditions espagnoles !!!

LES NATURALISATIONS

La Direction des Faisceaux à l'étranger a publié, ces jours-ci, un petit livre qui a pour titre : « Tu es Italien, tu dois rester Italien. » Cette publication a pour but de faire de la propagande contre les naturalisations.

Or, il résulte de cette même publication fasciste que les naturalisations d'Italiens en France, qui avaient été seulement de 3.043 en 1921 (l'année avant le fascisme), se sont élevées à 6.197 en 1923, à 9.705 en 1925, à 14.424 en 1926, à 27.376 en 1928. Il manque les chiffres pour 1929, mais il semble que le chiffre soit supérieur à 40.000, et il y a actuellement plus de 80.000 demandes en cours d'instruction.

UN ARTICLE DU JOURNAL DES « DEBATS »

Sous le titre « Le problème italien et la France, le *Journal des Débats* » a publié dans son numéro 199 un long article de M. Boissonas, ministre plénipotentiaire. Il conseille de « donner certaines satisfactions au Gouvernement fasciste » ; mais, sous une formule polie, ainsi qu'il convient à un diplomate, M. Boissonas explique que ces « satisfactions » ne sauraient être que l'expulsion de France des Italiens qui mènent une campagne pour la libération de leur patrie.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le quatrième fascicule est, à l'heure actuelle, entre les mains de tous nos abonnés en règle avec notre trésorier.

Trente-et-un fascicules ! C'est-à-dire 1.448 pages de 16 lignes, soit 218.248 lignes de 55 lettres, soit un total de onze millions, trois mille six cent quarante lettres.

Ceux qui s'intéressent à cette œuvre unique (en son genre) se rendent-ils compte de l'effort accompli, de la somme de travail qu'il a exigée, et de l'importante bibliothèque de documentation philosophique, historique, sociologique et de connaissances générales qu'il représente ?

Voici quelques chiffres édifiants : les 11.003.640 lettres contenues dans les 31 fascicules déjà parus équivalent à la matière de 33 volumes — format ordinaire, édition courante de 300 pages de 1.200 lettres — qui se vendent en librairie douze à quinze francs le volume.

Achetés à raison de 12 francs le volume, ces 33 bouquins coûteraient 396 francs. Achetés à raison de 15 francs le volume, ces 33 bouquins coûteraient 495 francs.

Or, les 31 fascicules de l'E. A. ne coûtent — à raison de 5 francs le fascicule — que 155 francs.

Et tandis que, dans les 33 volumes — même choisis — il y en a un certain nombre qui sont dénués de toute réelle valeur, les 1.500 pages déjà parues de l'E. A. apportent au militant, au studieux, au bibliophile un nombre considérable d'études de premier ordre, d'une haute portée éducative et d'une documentation sociale qu'on ne trouve dans aucun ouvrage de ce genre.

Je prie les compagnons d'arrêter quelques instants leur attention sur les chiffres qui précèdent, et, s'ils ont négligé jusqu'à ce jour de s'abonner à l'E. A., l'âme à croire qu'ils mettront fin à cette regrettable négligence.

SEBASTIEN FAURE.

Note administrative. — L'Encyclopédie n'a que des abonnés. On s'abonne quand on veut (les abonnements partent toujours du premier fascicule), soit pour tout ce qui a paru déjà et reste à paraître, soit par tranches de 3, 6, 9, 12 fascicules, etc., sur la base de 5 francs par fascicule (15, 30, 45, 60 fr. etc.). L'E. A. comptera environ 50 fascicules et les prix spéciaux ci-dessus, consentis en cours de publication, seront majorés à l'achèvement.

On peut aussi se procurer dès maintenant les 2 premiers volumes élégamment et solidement reliés (A à D inclus ; E à L inclus) à raison de 90 francs le premier volume et de 110 francs le deuxième.

Pour tous renseignements, abonnements, envois de fonds, etc., concernant l'E. A., s'adresser à Sébastien Faure, 55, rue Pixérécourt, Paris (20^e).

Cheque postal : 733.91, Paris.

Triste spectacle !

La presse bourgeoise de toutes nuances jubile en ce moment.

La brusque hausse du prix des marchandises, suivant ou même précédant l'application des Assurances sociales, a soulevé le prolétariat, en maintes régions, dans un magnifique mouvement de révolte.

A ceux qui disaient et pensaient que le peuple ouvrier était résigné, veule, lâche, incapable désormais d'un effort, la réponse venait, péremptoire : grèves du Nord, de Rouen, de la vallée de la Nièvre, de Saint-Quentin et d'ailleurs. Il n'est pas vrai que toute énergie soit morte chez les travailleurs, et ces grèves venaient apporter un démenti formel à ceux qui l'affirmaient.

Pour nous, qui savons et proclamons que la liberté et le bien-être laissés au peuple sont en proportion directe de son énergie révolutionnaire, de son esprit de combativité, de sa conscience, ces divers mouvements nous apparaissent comme un spectacle réconfortant et prometteur.

Il suffisait, ces jours-ci, de lire les articles pleins de colère méchante et hargneuse de la presse bourgeoise pour se rendre compte que les plumitifs chargés de contenter la clientèle bourgeoise traduisaient ses sentiments de terreur et de haine.

Mais soudain, le ton change, et les journaux mercantiles laissent paraître leur joie. Ils étalent, avec complaisance et satisfaction non déguisée, leur plaisir de voir que la division s'est introduite au sein du prolétariat en lutte. On imprime très ostensiblement et en très bonne place les chicanes qui mettent aux prises les confédérés et les unitaires. Les journaux remuent délicieusement le fer dans la plaie de la scission, espérant bien, à force d'insister, l'agrandir, couper en deux parties adverses et ennemies ce prolétariat qu'ils maudissent, rendre ainsi l'entente impossible et préparer de cette façon la victoire des capitalistes exploitateurs.

Que ceux qui se plaisent à envenimer, par leur sectarisme, la plaie de la scission, lisent la presse bourgeoise, et en voyant comment celle-ci met en évidence leur action de diviseurs, ils comprendront qu'ils font le jeu de la classe patronale, le jeu des maîtres.

J'espère pour eux que c'est par bêtise qu'ils opèrent ainsi. La bêtise est la seule excuse qu'ils puissent invoquer en la circonstance.

Vraiment, si les bourgeois étaient intelligents, ils payeraient largement ceux qui s'évertuent de toutes leurs forces, à prêter la haine entre tendances ouvrières et à démolir l'esprit des travailleurs de cette façon.

Je ne connais rien de plus ignoble que de venir, en pleine bataille ouvrière, alors que les travailleurs coude à coude se sentent solidaires contre l'ennemi commun : l'exploiteur, de venir à ce moment précis faire de la lutte de tendances et ne penser qu'à mener cette lutte de tendances.

Il n'est rien de plus dégoûtant que de constater qu'en pleine bataille ouvrière, des unitaires ne pensent qu'à profiter des événements pour discréditer les confédérés ou que ces derniers ne songent qu'à opérer de même manière contre les unitaires.

Ceux qui se livrent à ce jeu-là sont les meilleurs défenseurs du patronat ; le prolétariat devrait les exclure de ses rangs avec indignation, quelle que soit la couleur dont ils se parent.

J'ai vécu quelques jours la grève de la vallée de la Nièvre, dans la Somme. Ce qui m'a le plus attristé, ce ne sont pas les attaques et calomnies dont j'ai été l'objet — le défilé n'importe que les soutiens sérieux de cinq minutes — et j'en méprise profondément les auteurs, non, c'est l'acharnement mis par certains à semer la division dans le bloc des grévistes.

On aurait cru que, réellement, si les unitaires s'étaient fait chasser, les unitaires auraient considéré cela comme une victoire plus glorieuse que de faire capituler les Saint, seigneurs modernes arrogants et autoritaires. De même que si les unitaires avaient connu une conduite de Grenoble, les confédérés auraient admis cela comme un triomphe.

Je me suis pourtant rendu nettement compte, par moi-même, en causant avec des travailleurs, que ces questions de boutiques les dégoûtent et qu'ils ne désiraient qu'une chose : obliger le patron à leur céder.

Dans la région du Nord, c'est le même triste tableau qui se présente. Les deux organisations syndicales se déchirent à belles dents. Les unitaires surtout mettent une ardeur farouche dans ce singulier et répugnant combat. Qu'importe, n'est-ce pas, que les travailleurs obtiennent gain de cause : l'essentiel, le principal, c'est de pouvoir accuser les autres d'être vendus, traitres, mous, etc...

On dirait, à les lire et entendre les uns et les autres, que la grève a été déclarée uniquement par les ouvriers pour écraser la tendance contraire.

Les travailleurs se moquent pas mal de cela.

Il faudra bien pourtant qu'on en finisse avec ces méthodes et ces mœurs...

Il y a encore — le mouvement actuel le prouve amplement — de beaux élans de conscience et de révolte dans le peuple travailleur. Va-t-on continuer à les tuer par de misérables chicanes de tendances syndicales ? Ne refoulera-t-on donc pas, surtout en période de lutte, ces divisions néfastes qui affaiblissent la combativité ouvrière, qui tuent l'esprit de solidarité, qui renforcent l'autorité et l'arrogance patronales ?

N'ayons aucune haine pour quiconque n'appartient pas à notre organisation syndicale. Chacun est libre d'avoir les opinions qui lui plaisent. Demandons seulement à chacun ne pas chercher à les imposer par la violence ou par l'arme des lâches : la calomnie.

L'unité prolétarienne, ce n'est pas l'anéantissement des idées dans un bloc amorphe, c'est au contraire la libre discussion, franche et sincère et loyale sur les divergences qu'on peut avoir, et c'est aussi et surtout la volonté de former immédiatement le bloc des énergies d'avant-garde dès que l'exploiteur, le bourgeois, le maître est là, devant nous.

G. BASTIEN.

TRIBUNE SYNDICALE

Dans le même sac

Lorsque — il y a à peu près un an — eut lieu le cinq ou sixième « vidage » du Parti Communiste, ceux qui épousaient les querelles de Deveau, Garciery et tutti quanti sortirent du Parti et, par là même, de la majorité de la C. G. T. U., il y eut de leur part une manœuvre qui, jusqu'à ces derniers temps, réussit assez bien.

Pour enlever — ou, du moins, l'essayer — la direction générale aux Monmousseau, Semard et autres coquins qui trafiquaient le mouvement syndical pour le profit du Parti moscovitaire, les néo-minoritaires allèrent tout de suite trouver ceux qui, restant fidèles au syndicalisme révolutionnaire, avaient depuis Saint-Etienne maintenu haut et ferme les principes contenus dans la charte d'Amiens.

« Faisons trêve à nos divergences de tendance, disaient les Schumacher. Nous nous sommes aperçus que si le syndicalisme ne reste pas indépendant de tout parti politique, c'est à bref délai la mort du mouvement ouvrier. Unissons-nous donc, constituons un front commun pour chasser des postes dirigeants les domestiques de Moscou qui sont en train de causer un mal terrible à la classe ouvrière. Faisons le bloc de toutes les énergies, constituons un comité pour l'indépendance du syndicalisme qui mènera la lutte contre les stipendiés de Staline. »

Naturellement, ceux qui avaient fait partie des « charrettes » antérieures, l'équipe Chambelland et Compagnie, de la *Révolution prolétarienne*, s'empresèrent de répondre à un tel appel qui, au fond, coïncidait à leurs aspirations. Dans le fond, il n'y avait pas tellement de différence entre la R. P. et les nouveaux exclus.

Les uns et les autres avaient travaillé de concert, dès le lendemain de Saint-Etienne, à faire de la C. G. T. U. une succursale du Parti bolcheviste. Les uns et les autres avaient été *personne grata* auprès des Zinoviev et Staline. Ils avaient joué dans le mouvement révolutionnaire français le même rôle de diviseurs, de bourreurs de crânes, d'insulteurs et de calomniateurs en compagnie de ces mêmes Monmousseau et Gourdeaux qu'ils combattent aujourd'hui parce que la répartition des biteffes avait été trop manifestement en leur défaveur.

Mais la tendance restée fidèle à la charte d'Amiens, celle qui, depuis Saint-Etienne et malgré Bourges était restée dans la C. G. T. U. avec l'espoir que la centrale qu'ils avaient fondée arriverait enfin à sortir de l'ornière politicienne ; cette tendance-là, dont tous les militants en vue avaient été vilipendés par ceux-là mêmes qui fondaient la nouvelle minorité — il eût semblé logique que cette tendance se tint à l'écart du groupement qu'on ébauchait et dont la direction était confiée aux hommes qu'ils avaient appréciés pour leur besogne néfaste depuis 1922.

Eh bien ! nos camarades eurent la naïveté de s'allier avec les Schumacher, Chambelland, Deveau et autres Chauveau.

Oubliant que, à peine un an auparavant, ils avaient par ces individus été calomniés d'une façon immorale ; faisant taire leurs ressentiments, ils acceptèrent d'entrer dans ce Comité pour l'indépendance du syndicalisme.

Mieux même : lorsque les nouveaux débarqués de la galère bolcheviste fondèrent leur *Cri du Peuple*, ils y aidèrent par tous les moyens ; faisant circuler les listes de souscriptions auxquelles ils inscrivaient leur obole, s'inscrivant comme membres de la « phalange du *Cri* » pour aider à la diffusion et au grand développement de cet organe.

Je possède, parmi les camarades de cette tendance, des amis — même plus que des amis. A ceux-là, je disais, lorsque se constituait ce fameux comité : « Prenez garde ! vous allez vous associer avec des individus sans aucun scrupule qui veulent simplement se servir de vous pour assouvir leur rancœur. Ce qu'ils cherchent, ce n'est pas à sauver le syndicalisme de l'emprise des politiciens professionnels (dont ils sont). C'est tout simplement à reconquérir une place prépondérante dans la C. G. T. U. — place qu'ils occupaient naguère et dont ils ont été chassés parce que le jeu de bascule de la politique stalinienne l'a exigé.

« Souvenez-vous de ce qu'ils ont fait lorsqu'ils avaient entre leurs mains la V. O., le comité confédéral unitaire. Rappelez-vous Saint-Etienne et Bourges où ces gens-là vous ont insultés et calomniés avec le même vocabulaire dont use Monmousseau. Remettez en votre mémoire les articles qu'ils publiaient dans l'*Humanité* après le 11 janvier 1924, articles dans lesquels vous êtes quotidiennement entraînés dans la boue. On vous fait des rissettes, c'est pour se servir de vous. Mais ces gens-là sont vos ennemis au même titre que les malfaiteurs du bureau politique du Parti communiste. »

Ces amis me répondaient que j'exagérais, que mon « sectarisme » me faisait ouïr de mauvais desseins à des hommes qui, après tout, avaient bien pu se tromper jusqu'ici, mais qui paraissaient résolus à réparer le mal qu'ils avaient fait. Or, j'ouvre le *Cri du Peuple* du 13 août et, dans un écho consacré au Congrès fédéral de l'enseignement de Marseille, voici ce que je lis :

C'était mieux qu'un voyou ce délégué communiste qui disait, à la sortie de la séance finale du Congrès :
— Si on en tuait un !
Excité par les injures qu'il avait proférées toute la nuit contre la minorité et plus encore contre les centristes, il pensait sans doute qu'un exploit héroïque contre un militant centriste ou contre un minoritaire couronnerait dignement cette manifestation de démocratie syndicale.

Le couteau ou le revolver après la bave. La trigue n'a pas porté bonheur aux anarchistes et aux gens du Pacte.

Les vociférations et le couteau ne porteront pas davantage bonheur aux communistes et à leur Pacte élargi.

Les syndiqués, de quelque tendance qu'ils

se réclament, s'ils ne sont pas des fous fanatiques, ne tolèrent pas de telles mœurs.

Quand les « purs » se présenteront dans les syndicats de l'Enseignement, ils s'entendront dire : « Parlez-nous un peu de Marseille. »

On voit que nos anciens « purs » n'ont pas renoncé à l'injure et à l'insinuation calomnieuse envers nos amis — dont ils demandent l'aide et dont ils veulent se servir.

Ceux qui dirigent le *Cri du Peuple* devraient faire, pourtant, montre d'un peu plus de pudeur.

Le « Pacte » a été un engagement pris entre divers pour sauver le syndicalisme — la C. G. T. U. d'alors, en l'occurrence — de la domestication que les leaders du Parti communiste français voulaient leur faire subir.

Et ceux contre qui le « Pacte » était dirigé, ceux qui voulaient à cette époque faire de la C. G. T. U. une vulgaire succursale du P. C. s'appelaient... Chambelland, Deveau, Schumacher, Chauveau, Gourdeaux, Monmousseau, etc.

Quant à l'histoire de triques, c'est encore une petite saleté que ni nous étonne pas de la part de ceux qui furent solidaires de l'assassinat de Poncet et de Clos, à la Grange-aux-Belles.

Le même vocabulaire fleurit au *Cri* qu'à l'*Humanité*. Les anarchistes sont toujours les bêtes noires parce qu'ils y voient clair et ne se laisseront pas une nouvelle fois duper par les arrivistes.

Camarades anarcho-syndicalistes qui avez adhéré au fameux Comité pour l'indépendance du syndicalisme, vous voilà prévenus.

Gens de l'*Humanité*, de la V. O., du *Cri*, de la *Vérité*, tous sont des politiciens d'accord quant au but à atteindre, mais désunis parce que la gamelle n'est pas partagée équitablement.

Vous n'avez rien à faire dans ce comité. Reprenez votre indépendance. Constituez vos groupes de minorité nettement antipolicienne. Concertez-vous pour œuvrer sincèrement à l'unification du mouvement syndical indépendant de tout parti ou secte politique.

Parti socialiste, Parti communiste, Parti ouvrier-paysan, minorité trotskyste ou minorité du *Cri*, ce sont tous des organismes qui veulent accaparer le mouvement ouvrier pour leurs fins politiciennes.

Ils sont tous à mettre dans le même sac.

Louis RAFFIN.

C. G. T. S. R.

Contre un homme

Redisant, pour les mêmes raisons l'exploit de Marx contre son irréductible adversaire, Michel Bakounine, un certain Emmanuel Berl, se livre dans le n° 113 de la revue *Monde*, dirigée par Henri Barbusse, à une inqualifiable agression contre la mémoire du grand révolutionnaire russe, fondateur du mouvement fédéraliste dans la 1^{re} Internationale.

M. Berl n'oublie qu'une chose : *Ne calomnie pas qui veut*. C'est son cas. Le géant russe — non par la taille, mais par les connaissances, l'activité et le courage — est au-dessus des attaques d'un pygmée de son espèce.

Les histoires qu'il publie dans *Monde* — qui n'est guère honorée d'une telle collaboration — nous les connaissons. Elles sont vieilles de 70 ans. Il a beau invoquer la caution des archives impériales, mises à jour par les bolcheviks, ses patrons, il n'arrive pas à prouver l'existence de la soi-disant confession de Bakounine. Où est la garantie d'authenticité qui emporterait la conviction ? M. Berl croit Nicolas sur parole. Et c'est tout. Droite de révolutionnaire !

Qu'est-ce qui prouve que Bakounine, enfermé dans la forteresse Pierre et Paul ait tenu le langage que lui prête Berl ? Rien. Personne d'autre, excepté Nicolas 1^{er} et ses valets n'a assisté à la scène.

Que M. Berl se fasse cautionner par Nicolas 1^{er}, c'est son affaire. La nôtre consiste, avec cette haute conscience que fut James Guillaume, à nous élever contre cette imposture.

Sachez, monsieur Berl, que si J. Guillaume avait ajouté foi aux calomnies de Karl Marx — les mêmes que les vôtres, ce qui prouve que Nicolas 1^{er} avait parlé bien avant vous et vos maîtres — il n'eût pas écrit, pour sauver la mémoire de son ami de l'oubli, les six admirables volumes qui forment les œuvres de Bakounine.

Car Bakounine eut James Guillaume, si Karl Marx eut Frédéric Engels. Vous ne l'ignorez pas, sans doute.

La vérité, c'est que Marx, comme Nicolas 1^{er}, avait intérêt à perdre Michel Bakounine.

Et vous aujourd'hui, pauvre nabot, pauvre valet de plume, vous tentez, pour le compte de vos maîtres, de déconsidérer les anarchistes, les fédéralistes, les syndicalistes révolutionnaires à notre époque. Et vous voulez les atteindre à travers Bakounine.

La preuve ? C'est vous qui la donnez, la voici :

« Comme il est moderne ! Et comme il dépasse, quand même, de sa hauteur, nos petits révolutionnaires anarchiques. Ils feraient autant de mal, ils n'auraient pas son prestige. Leur erreur est celle de Bakounine. Pour eux, la Révolution est un miracle. Quelque chose qui survient et non quelque chose qui se fait. Il n'aime ni le travail, ni la logique. Ils attendent une révolution de l'instinct, une brève révolution ou le désordre permet de résoudre les complexes secrets et la destruction, les complexes d'infériorité. Ils confondent la Révolution avec la Révolte, ils préfèrent l'individu au groupe, le scandale au travail, la sensualité à la logique. Révoltes de malades, qu'un psychanalyste, sans doute, guérirait. Ils haïssent dans l'Etat le symbole de l'autorité paternelle, dans la société les retournements qu'elle leur oppose. Ils veulent détruire l'ordre social, non parce qu'il est mauvais, mais parce qu'il est d'ordre. Ils aiment les métaphysiques obscures et les mystères de toute sorte, parce qu'ils aiment leurs complexes, leurs maladies. Ils espèrent dans les ouvriers qui travaillent mal, car l'incapacité leur semble déjà un travail. Ils croient que Marx espérait dans l'ouvrier qui travaille bien. »

Qu'est-ce que la révolution pour Bakounine ?

L'incendie de Paris par les faubourgs, l'arrêt brusque de tout travail, de toute orga-

nisation sociale... En fait, un fascisme : car l'ouvrier qualifié ne tolérerait pas longtemps la dictature de l'ouvrier non qualifié, et ne suivrait pas longtemps les apologistes « de la destruction pour la destruction ».

Qu'est-ce que la Révolution pour Marx ? Le moment où la société se dépêtrerait violemment des contradictions bourgeoises et établirait un ordre plus rationnel pour un progrès plus rapide.

On arrive fatalement à l'une ou à l'autre de ces thèses, suivant que la Révolution nous est inspirée par l'assouvissement de nos instincts ou par la réflexion sur la condition d'autrui. Qui aime le peuple, qui conçoit et ressent une paternité, devient marxiste. Pour à peu, il se discipline afin de servir plus efficacement. Qui s'aime soi, et demeure individualiste, même s'il recourt à des formules hégéliennes, même s'il pousse des cris lyriques en faveur de la Révolution, il sombre dans l'Anarchie. Déjà il rêve à la maison de campagne où Bakounine, précisément, finit.

Pour que la Révolution, c'est eux-mêmes, et eux-mêmes, leur exaltation. De l'alcoolisme, donc, à l'érotisme, et, de café en café, ils confondent la fumée de leur pipe avec la fumée des usines. Bien inspirés ou mal inspirés, selon le vent qui les pousse, le tropisme qui les attire, selon le jeu alterné de leurs complexes secrets et de leurs complexes sociaux, ils peuvent se faire tuer sur une barricade et ils peuvent livrer leur camarade — nul ne le saurait dire d'avance — puisque nul principe, nulle fidélité ne leur épargne les plus choquantes volte-faces : Ils peuvent devenir des martyrs (un accident est si vite arrivé), ils peuvent devenir des traitres. Voyez Istrati, je ne chercherai pas d'autre exemple. Le plus souvent, ils restent des littérateurs et vivent de parasitisme. Comme Bakounine de Caffaro.

Excellent gibier pour Dostoïevsky, et même pour Gide. Mais quand les prolétaires leur font confiance, leur internationale s'effondre. Il faut des années d'oppression et de souffrance pour regagner le terrain que ces individualistes bohèmes ont fait perdre, avec leurs jets de salive et leurs gestes désordonnés.

Emmanuel BERL.

(Monde, n° 43, page 16.)

Ceci vous condamne. Votre bonne foi est jugée. Vous êtes une « canaille salariée », en service commandé.

Sachez, cependant, qu'en dépit de tous leurs efforts, vos « patrons » ne triomphent pas. La fin de leur règne est proche et les « petits révolutionnaires anarchiques » que nous sommes leur signifieront sous peu un congé définitif.

Vous êtes un coquin de lettres (!) Monsieur Berl. Nous vous méprisons et nous nous souviendrons de vous. Tout se paie.

La C. G. T. S. R.

Réunion de la C. A. ce soir, vendredi, heure et lieu habituels.

Aux Ouvriers de l'Ameublement

Devant l'indifférence qui atteint les travailleurs du meuble depuis quelques années, provoquée par le dégoût de voir les organismes syndicaux faire de la politique en s'efforçant de convertir les bourgeois, ou prôner la surenchère de l'étatisme communiste, ordonnant l'obéissance comme à des soldats, excluant ainsi l'initiative et la pensée libre.

Il était utile que se constituât un nouveau Syndicat afin de regrouper les éléments sains, les jeunes et les hésitants épars dans le faubourg et la banlieue.

L'union fait la force, plus que jamais nous devons nous sentir les coudes. Seul, on ne peut rien ; unis on peut agir contre les exigences patronales et capitalistes. Unis, on propage efficacement le sentiment de soi les sentiments de raison qui nous inspirent.

Face à une situation qui, après des années de surproduction, tend de plus en plus au chômage. Devant la situation du pays qui est sans issue, si ce n'est la banqueroute.

Alors que Banques et Gouvernement résolvent tout de suite le problème en nous mettant le pain à 2 fr. 40 la livre ; et se réservant pour parer à la faillite à nous doter d'une bonne petite guerre civile, nous qui débarrasserions le carreau de plusieurs millions de travailleurs qui ne chômeraient plus et ne menaceraient pas la digestion des ranciers.

Camarades de l'Ebénisterie : C'est un devoir de sécurité de se regrouper dans le Syndicat qui n'est inféodé à aucun parti politique. Où il n'est préconisé que la lutte pour le bien-être dans le présent, ensuite l'évolution vers la complète liberté et la suppression de l'esclavage moderne : le Salariat.

Venez vous faire inscrire au nouveau Syndicat, les mardis de 6 à 7 heures à la permanence : salle Vigier, 170, faubourg Saint-Antoine, et tous les dimanches de 10 heures à midi, même salle.

Camarades, sortez du marasme, venez nous aider afin que notre action sur les masses que l'on abuse soit efficace et féconde.

Pour le Syndicat C. G. T. S. R. :

L. GUERINEAU.

QUESTIONS DE SALAIRES ET DE BOUTIQUES

Quoi qu'on nous ait affirmé le contraire, il y a des mois, les A. S. ont fait augmenter le coût de la vie dans des proportions fantastiques.

Des grèves éclatent un peu partout avec, comme dans le Nord, des demandes d'augmentation de salaires.

Les gros industriels du Nord, par la voix autorisée d'un certain Ley, se refusent systématiquement à accorder satisfaction.

Ce d'ailleurs, aussi laid que son nom, a bien trouvé un biais, mais les serfs des tissages n'en veulent pas, car cela ne servirait qu'à amoindrir leur conscience d'ouvriers et de producteurs.

Et, comme si le syndicalisme ne devait pas se suffire à lui-même, une nuée de politiciens et de députés s'est enfoncée de la situation, si bien que les syndiqués n'ont qu'un rôle d'arrière-plan.

Ainsi les boutiques de la politique s'infiltrent un peu partout, pour faire triompher le droit (qu'ils disent) des ouvriers. Dans le fait, c'est la politique à ravage les syndicats, nous sommes encore quelques-uns à penser autrement et sommes bien décidés à faire nos affaires nous-mêmes.

Quoi qu'il en soit, nous aurons un jour ou l'autre à prendre position dans ce conflit qui semble devoir devenir national et nous ne ferons pas que marquer les coups portés au patronat.

Nous espérons bien que le syndicalisme se ressaisira dans l'affaire et laissera les « boutiquiers » à la porte de leurs organismes et qu'ils sauront faire eux-mêmes leurs affaires.

Dans notre industrie, où les salaires sont insuffisants, il serait grand temps d'annuler le mouvement.

Pour ce, nous restons à la disposition de chacun et de tous.

Qu'on se le dise !

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

LA VIE DE L'UNION

AUX CAMARADES — AUX GROUPES ADHERENTS A L'U. A. C. R.

Au dernier Congrès de Paris tous les copains ont été unanimes à reconnaître la nécessité d'une caisse de solidarité, réservée exclusivement à couvrir les frais de déplacement de tous les délégués au Congrès, à seule fin de réduire les difficultés financières que chaque groupe connaît à l'approche de tous les congrès, et qui, par cela même, est souvent dans l'impossibilité de s'y faire représenter.

Cette méthode d'organisation, mise en pratique avant le dernier congrès, a donné déjà un certain résultat, mais nous espérons faire beaucoup mieux cette année. Pour cela, il faut que tous les camarades, tous les groupes y pensent dès maintenant.

Quatre mois sont déjà écoulés, depuis le Congrès, et malgré les appels parus dans le Libéraire, presque pas de versements.

Alors, les copains, il serait temps de se dépêcher et ne pas attendre à Pâques à faire ce geste si l'on peut le faire aujourd'hui même. Nous avons encore du temps devant nous, et si nous voulons le but poursuivi sera atteint.

En avant ! et que chaque mois le compte rendu financier augmente comme nous sommes en droit d'espérer et le Congrès 1931 sera la réunion de tous les groupes, même les plus éloignés, d'où dépend l'avenir de notre mouvement.

A. MIRANDE.

PARIS-BANLIEUE

Comité d'Initiative. — Réunion le samedi 23 août, à 20 h. 30, au 72, rue des Prairies. Tous les groupes se feront un devoir d'être représentés. Organisation d'un meeting pour Pons et Blanco.

Groupe du 11^e et 12^e. — Réunion de tous les camarades mercredi 27, au 170 du Faubourg-Saint-Antoine, à 20 h. 30. Questions diverses.

Groupe des 17^e et 18^e arrondissements. — Le groupe se réunit mardi 26 août, au 48, rue Duhamel, à 20 h. 30. Présence de tous indispensables.

Groupe des 14^e et 15^e. — Le groupe se réunira le vendredi 22 août, à 8 h. 30, 85, rue Madoiselle.

Invitation cordiale aux sympathisants pour qu'ils assistent à nos réunions.

Groupe du 10^e, 19^e et 20^e. — Réunion du groupe le vendredi 22 août, à 21 heures, 72, rue des Prairies.

Argenteuil. — Réunion du groupe vendredi 22, Maison du Peuple. Discussion sur les Assurances sociales.

Clichy, Asnières, Cennevilliers, Levallois. — Y a-t-il encore des anarchistes-communistes dans ces localités ? Vraiment, c'est à en douter.

Il y a à quelques temps, nous nous sommes adressés aux camarades pour la formation d'un groupe à Clichy. Personne n'a répondu à notre appel. En sera-t-il encore de même cette fois ?

Donc, les camarades qui seraient désireux de collaborer avec nous sont priés d'assister à la prochaine réunion le vendredi 22 août, à 20 h. 30, 115, rue du Bois, à Clichy. Pour la salle, s'adresser au concierge.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire à Le Bot Louis (fils), rue Refut, 1, Clichy.

Groupe Régional de Bezons. — Réunion du groupe samedi 23 août, café de l'Abbaye, Grande-Rue, à Carrières, à 20 h. 30. Présence indispensable de tous les copains du groupe.

Groupe de Montreuil-Vincennes. — Réunion vendredi 22 août, au lieu habituel. Sont particulièrement invités à être présents Bidault et Coquelard.

Chambre Syndicale autonome des Métallurgistes de la Seine. Réunion du Comité Syndical le 23 août, à 5 h. 30, au siège, bureau 21, cinquième étage, Bourse du Travail.

A TOUS LES SYNDICATS AUTONOMES. Le Syndicat des Métaux autonome (C. G. T. S. R.) organise une assemblée générale le dimanche 24 août, à 9 heures du matin, à la Bourse du Travail, salle des commissions, premier étage, pour discuter de l'ordre du jour suivant :

1^o Discussion sur le prochain Comité national.
2^o Communication de la circulaire n° 18 de la C. G. T. S. R. ;
3^o Compte rendu moral et financier ;
4^o La propagande à envisager ;
5^o Questions diverses.

Nota. — Un délégué de l'Union régionale sera présent.

Le Secrétaire.

SYNDICAT UNIQUE DES CUIRS ET PEaux Réunion du Conseil syndical

Le camarade Jean Forgeat est prié de se présenter à la réunion du Conseil syndical qui aura lieu le mercredi 27 août, à 20 h. 30, bureau 21, 5^e étage, Bourse du Travail. Sujet : trésorerie.

Le Conseil Syndical.

UNE MISE AU POINT QUI S'IMPOSE

Nous avons reçu du camarade Marchal une lettre en réponse à l'entrefilet paru sur « Le Combat Syndicaliste », « La Voix Libéraire » et « Le Libéraire ». La C. E. syndicale a convoqué Marchal, qui a donné des explications sur les faits qu'on lui reprochait et précisant qu'il n'a jamais accompli le travail d'une maison en grève, rue Pixérécourt.

Après discussion, le Conseil syndical croit de son devoir de faire une mise au point, croyant en la parole de Marchal ; il ajoute que si Marchal avait répondu à la lettre de se présenter au Syndicat, pour répondre aux accusations portées contre lui, une polémique n'aurait pas vu jour, polémique qui voulait démontrer que des exclusions pour délit d'opinions avaient été prononcées, et aurait pu contrôler lui-même les accusations portées contre lui.

Le Syndicat des Cuir et Peaux croit de son devoir de faire cette mise au point et déclare encore une fois que Marchal n'a jamais été exclu du Syndicat, n'ayant cessé de cotiser que le jour où il devint contremaître, et que les accusations portées contre lui, il est prêt à les vérifier en présence des accusateurs eux-mêmes.

Le Conseil Syndical.

C. G. T. S. R. — Syndicat de l'Ameublement

CONTRE LE TRAVAIL AUX PIECES

C'est une des revendications les plus nécessaires que les travailleurs de l'ameublement ont toujours inscrites dans les statuts de leur syndicat : Considérant que le travail

PROVINCE

Brest. — Les libertaires, les lecteurs du « Libéraire » sont invités cordialement à la réunion du groupe qui aura lieu le vendredi 29 août, Maison du Peuple.

Des questions très importantes intéressant la propagande générale seront discutées. Je compte sur tous. La besogne ne manquera pas.

Le secrétaire du groupe : A. LE LANN.

Groupe Anarchiste Communiste de Toulouse. — Devant les menaces de guerre qui se précisent de plus en plus, il est logique que les camarades anarchistes se situent sans ambiguïté. A cet effet, le groupe de Toulouse invite tous les camarades, lecteurs du « Lib. » et sympathisants à la réunion du samedi 23 août courant, où il sera traité du sujet suivant : « Les anarchistes en face du problème de la guerre ».

Les réunions ont lieu tous les samedis, à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Groupe d'achats en commun. — Répartition des denrées tous les dimanches matin.

Librairie. — Une librairie volante se tient tous les dimanches matin, rue Saint-Bernard, angle boulevard de Strasbourg.

Groupe Libéraire de Béziers. — Désireux de reconstituer l'unité entre tous les communistes-anarchistes, il fait appel à tous les compagnons de Béziers et environs.

Pour correspondance et adhésions s'adresser au camarade R. Maupoix, 8, rue Sébastopol, Béziers (Hérault).

Groupe d'Etudes Sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 31, rue des Murlins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe anarchiste communiste de Saint-Etienne. — Permanence tous les jeudis, salle 30, Bourse du Travail. Inscription des adhérents. Versements de la cotisation mensuelle : 5 francs. Organisation de promenades estivales.

Nîmes. — Les camarades de Nîmes ou de passage en cette ville trouveront le « Libéraire » au kiosque Caserne, angle du boulevard Gambetta et boulevard Aimar-Courbet.

APPEL A LA SOLIDARITE

Le syndicat d'Union des Travailleurs de Croix-Vasquehal et environs, réuni en assemblée générale le 10 août, fait appel à la solidarité de toutes les organisations amies pour venir en aide à tous ses membres dans la lutte, et se sépare aux cris de : « Vive la grève » et « Vive l'union de tous les exploités contre les exploités ! »

Pour le Syndicat :

Volche Achille et Mille Martin.

Envoyez les fonds chez Volche Achille, 14, rue de la Providence, Roubaix (Nord).

POUR MAKHNO

AVIS TRES IMPORTANT

Les camarades sont avisés d'avoir, à l'avenir, à adresser leur obole directement à Makhno.

Voici l'adresse à laquelle doivent être adressés les fonds : N. Mikienko, 146, rue Diderot, Vincennes (Seine).

PETITE CORRESPONDANCE